

REPUBLIQUE DU TCHAD

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

PRIMATURE

**MINISTRE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA
COOPERATION INTERNATIONALE**

SECRETARIAT D'ETAT

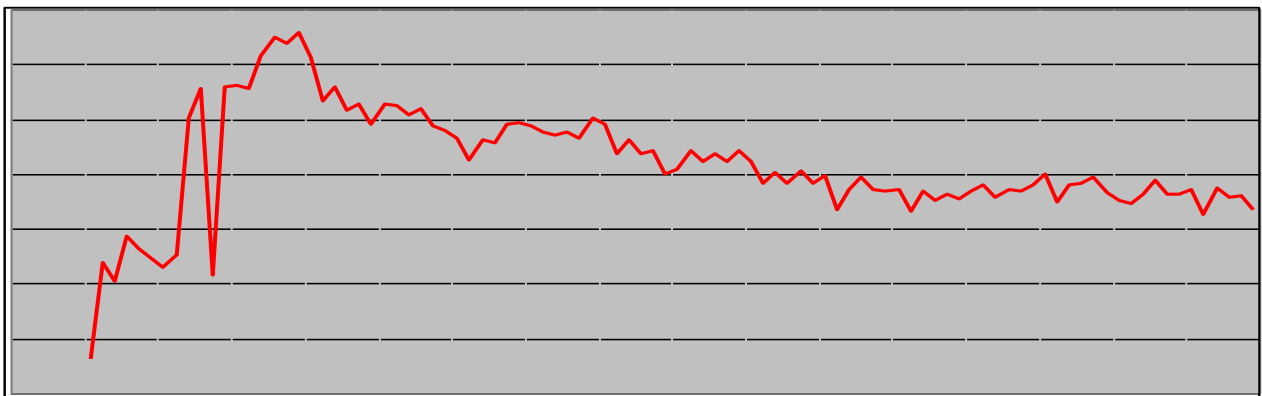
SECRETARIAT GENERAL

**INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE, DES ETUDES
ECONOMIQUES ET DEMOGRAPHIQUES**

DEPARTEMENT DES SYNTHES ET STATISTIQUES



Note Trimestrielle de Conjoncture



PREMIER TRIMESTRE 2014

mai 2014

TABLE DES MATIERES

RUBRIQUES	Pages
SIGLES ET SIGNES CONVENTIONNELS	2
SYNTHESE DE LA SITUATION CONJONCTURELLE DU TCHAD AU DEUXIEME TRIMESTRE 2011	3
I – L’EVOLUTION DE L’ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	4
II – L’INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION	5
III - LE SECTEUR INDUSTRIEL	6
IV - LE SECTEUR PETROLIER	9
IV.1- La production pétrolière	9
V - LES FINANCES PUBLIQUES	10
V.1. Evolution des recettes et dépenses budgétaires	10
V.2 La Situation de la dette publique extérieure	10
VI – LA MONNAIE	12
VI.1 La situation monétaire	12

SIGLES ET SIGNES CONVENTIONNELS

BEAC	:	Banque des Etats de l'Afrique Centrale
BRENT	:	Pétrole de référence sur le marché international
CEMAC	:	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
FMI	:	Fonds Monétaire International
INSEED	:	Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques
INSEE	:	Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques
PIB	:	Produit Intérieur Brut
RGPHT	:	Recensement Général de la Population et de l'Habitat au Tchad
UE	:	Union Européenne
\$ US	:	Dollars US

SYNTHESE DE LA SITUATION CONJONCTURELLE ECONOMIQUE DU TCHAD AU PREMIER TRIMESTRE 2014

Situation économique plutôt mitigée

Sur la base des informations récentes recueillies auprès de l'administration publique et des entreprises enquêtées, la croissance des activités économiques du Tchad se poursuit au premier trimestre 2014. Ainsi, du côté de la demande globale, l'activité reste soutenue par la demande intérieure, grâce notamment à la fermeté de la consommation privée et à la poursuite des investissements tant publics que privés (secteurs de l'eau et brasseries). La consommation publique est restée faible. S'agissant de la demande extérieure, les exportations de bétail sur pieds se sont progressées.

Du côté de l'offre, la croissance est essentiellement soutenue par le secteur non pétrolier (services, industries manufacturières, BTP), l'apport du secteur pétrolier étant faible en liaison avec le repli tendanciel de la production pétrolière dû au déclin naturel des puits.

Sur le front des prix, l'indice global des prix à la consommation a connu une légère baisse au premier trimestre 2014, en raison de la disponibilité sur les marchés des produits des nouvelles récoltes de la campagne 2013/2014.

Enfin, s'agissant des finances publiques, les recettes et les dépenses de l'Etat ont enregistré conjointement une baisse au premier trimestre 2014 et le déficit, base caisse, est en recul par

rapport au quatrième trimestre 2013. Par ailleurs, la situation de la dette publique laisse apparaître une hausse de l'encours de la dette extérieure du fait de nouveaux décaissements notamment au titre des partenaires multilatéraux. La dette intérieure, suit la même tendance avec la prise en compte de l'emprunt obligataire et des arriérés comptables de l'année 2013.

I- L'EVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Croissance mondiale : la reprise se renforce

L'activité des pays avancés se serait accrue de 2%, en rythme annuel, au lieu de 2,4% un trimestre plus tôt. Pâtissant des effets des conditions météorologiques défavorables du début de l'année et leur répercussion sur l'activité manufacturière, le rythme de croissance de l'économie américaine aurait ralenti, passant de +2,8% au quatrième trimestre 2013 à +2%, au premier trimestre 2014. L'économie de la zone euro aurait affiché une hausse de 1,6%, au lieu de +1,2% au quatrième trimestre 2013, portée par un redressement de l'investissement hors construction et une consolidation de 6,4% des exportations. Le Japon aurait, pour sa part, réalisé une croissance relativement plus soutenue (+3,2%, contre +1,2% au quatrième trimestre 2013), grâce au renforcement de la demande intérieure. Les pays émergents auraient, quant à eux, enregistré des rythmes de croissance hétérogènes.

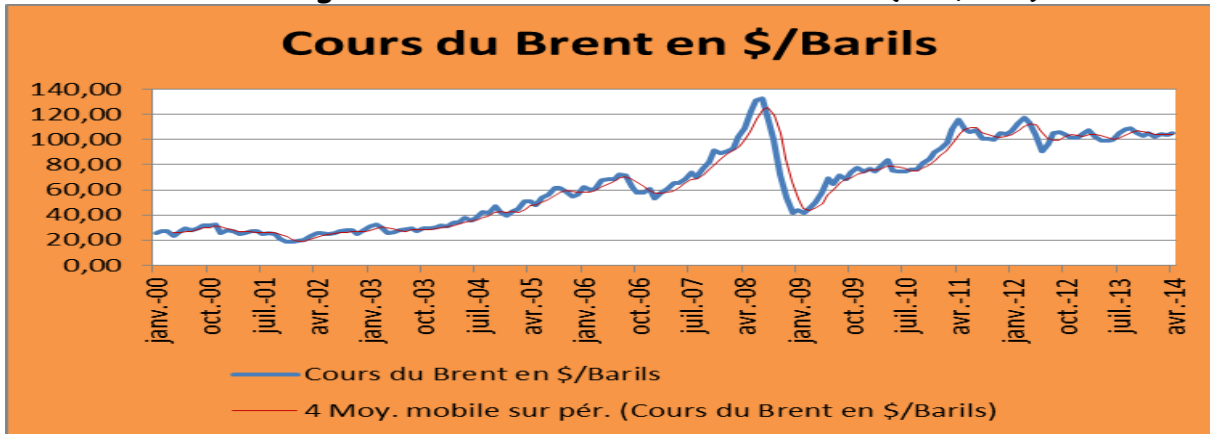
A l'exception des économies d'Europe centrale et de la Chine (+7,4%, au lieu de +7,7%, un trimestre plus tôt) qui auraient continué de croître vigoureusement, l'activité des autres

pays émergents aurait décéléré et leurs importations auraient ralenti légèrement après un quatrième trimestre 2013, relativement, dynamique.

Les perspectives d'inflation mondiale pour le deuxième trimestre 2014 resteraient fortement influencées par les évolutions des prix des matières premières et énergétiques. Les cours du Brent auraient été relativement stables au cours des derniers mois, se situant entre 106-111 dollars le baril. Cette situation pourrait se maintenir, au deuxième trimestre, suite au dynamisme attendu de la production de l'OPEP et des Etats-Unis, permettant de servir la hausse de la demande prévue. Le Prix du baril du Brent pourrait fluctuer autour de 108 dollars à l'horizon de juin 2014. Toutefois, une éventuelle baisse de la production russe, si les tensions diplomatiques s'accroissent, pourrait stimuler une hausse des cours de l'énergie.

Cependant, pour le coton, les cours enregistrent une hausse tant en glissement qu'en variation trimestrielle.

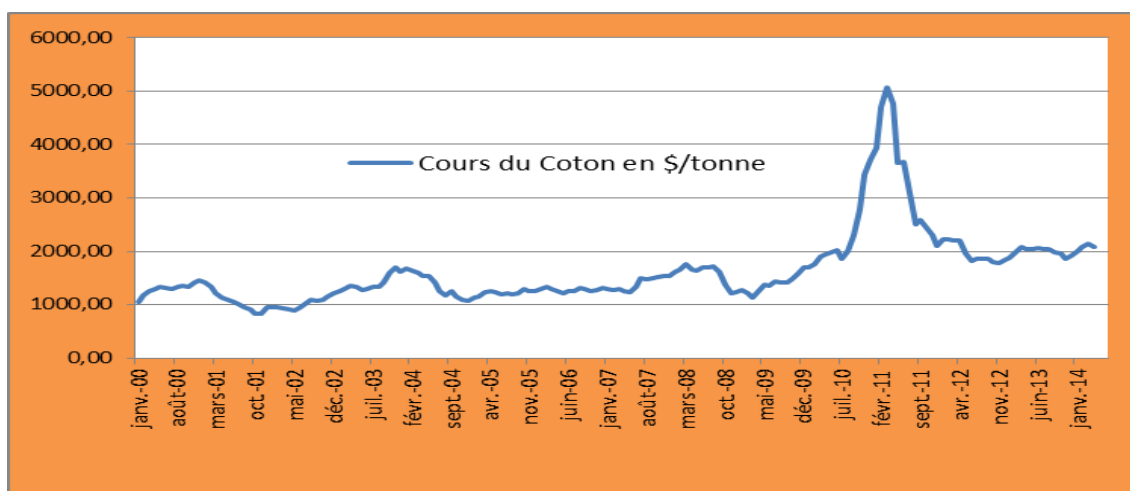
Figure 1 : Evolution du cours du Brent(en \$ US)



Source : Afristat

On note une reprise et une stabilisation des cours du coton depuis le début 2013. Il ressort un espoir de reprise en 2014

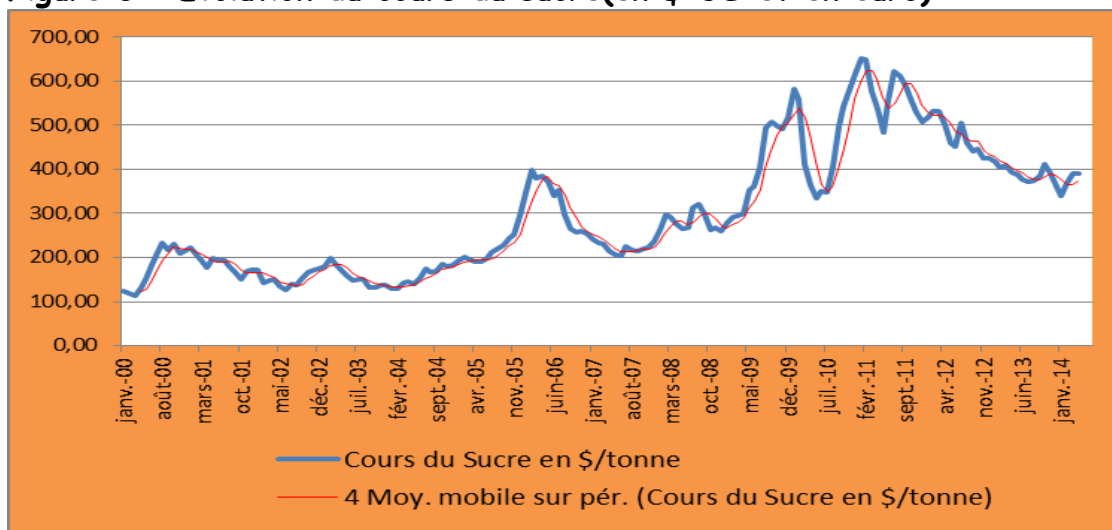
Figure 2 : Evolution du cours du coton(en \$ US et en euro)



Source : Afristat

Reprise de cours du sucre après une tendance à la baisse depuis fin 2011

Figure 3 : Evolution du cours du sucre(en \$ US et en euro)



Source : Afristat

II-LES PRIX A LA CONSOMMATION A N'DJAMENA

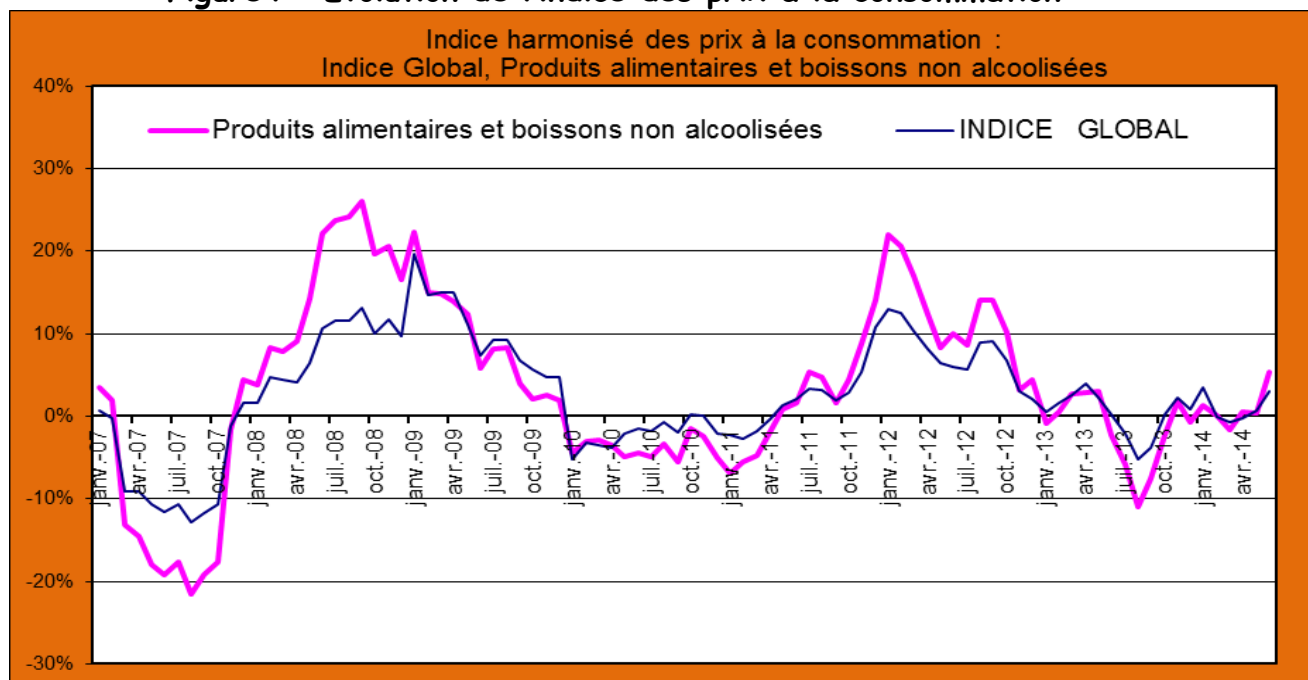
Prix à la consommation : légère hausse en glissement annuel

Une hausse des prix à la consommation finale de 3% est observée en glissement annuel à fin juin 2014. Le taux d'inflation est de (-0,2%) contre 3,9% en juin 2013. Quant à l'inflation sous-jacente, mesurée par les prix hors produits frais et énergétiques, elle est ressortie en hausse de 1,4% et 2,9% respectivement en variation mensuelle et en glissement annuel. Quatre postes de consommation expliquent une bonne part de cette croissance des prix:

L'enseignement qui a vu son indice grimper de 9,5% ; boissons alcoolisées

et tabacs 12,4% ; meubles, articles de ménage et entretien courant de maison 7,3% et produits alimentaires 5,3. L'indice global des prix à la consommation devrait enregistrer une hausse pendant le deuxième trimestre 2014 en relation avec l'accroissement des prix des denrées alimentaires, des transports et des biens et services divers.

Figure4 : Evolution de l'indice des prix à la consommation



Source : INSEED, Août 2014

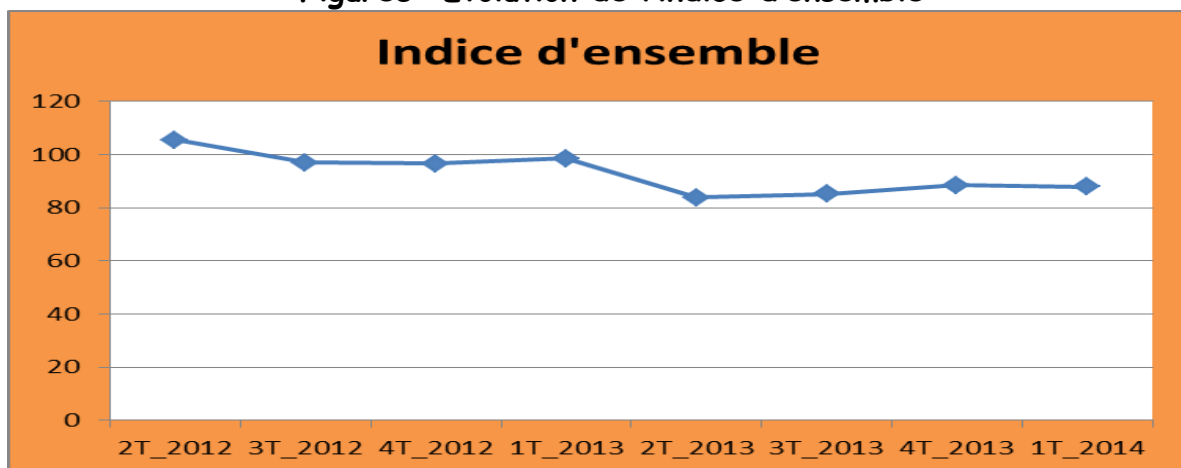
III. LE SECTEUR INDUSTRIEL

Baisse de l'activité industrielle hors pétrole

L'activité industrielle est en baisse au 1er trimestre 2014. En effet, l'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI) base 100 en 2012, s'est établi à 87,9 points d'indice, en baisse de 10,8% en glissement trimestriel. Cette baisse est imputable en grande partie aux industries métalliques, autres industries manufacturières et dans

une moindre mesure aux industries agro-alimentaires. La baisse de la production dans l'ensemble de l'industrie a surtout été freinée par l'augmentation de production dans les industries énergétiques (électricité, gaz et eau), extractives, matériaux minéraux et du textiles d'habillement.

Figure5: Evolution de l'indice d'ensemble



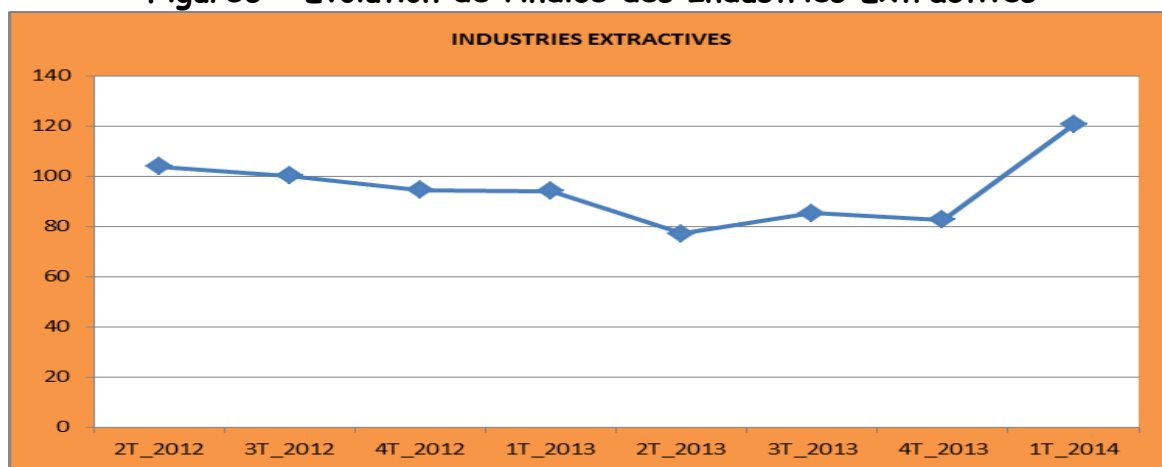
Source : INSEED, Août 2014

L'industrie extractive a connu une hausse de 37,4% par rapport au premier trimestre 2014...

L'activité d'extraction, dont la tendance globale est en baisse depuis le 4ème trimestre 2012, a connu une nette évolution au 1er trimestre 2014. En effet, l'indice de branches regroupées de cette activité est en

hausse de 37,4% par rapport au trimestre précédent. Par contre, elle enregistre aussi une baisse en glissement annuel (-12,2%).

Figure6 : Evolution de l'indice des Industries Extractives



Source :INSEED, Août 2014

...un fléchissement de 12,5% de la production dans les industries pétrolière...

Cette baisse s'explique par la diminution dans la production de certains produits notamment dans la production du gazole (-21%).

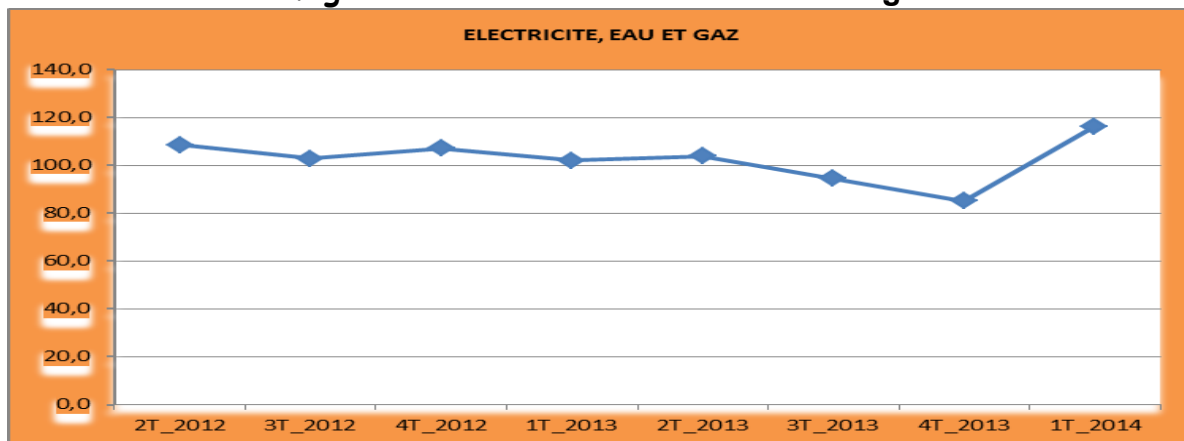
Cependant en glissement annuel, on enregistre également une hausse (+3,3%).

La production d'électricité, gaz et eau en hausse 36,8%...

Cette branche a connu un accroissement au cours du 1er trimestre (+36,8%). Cela est dû à la forte hausse enregistrée dans la

production de l'électricité. Aussi en glissement annuel, le niveau de l'indice est en hausse de 14,1%.

Figure7: Evolution de l'indice de l'énergie



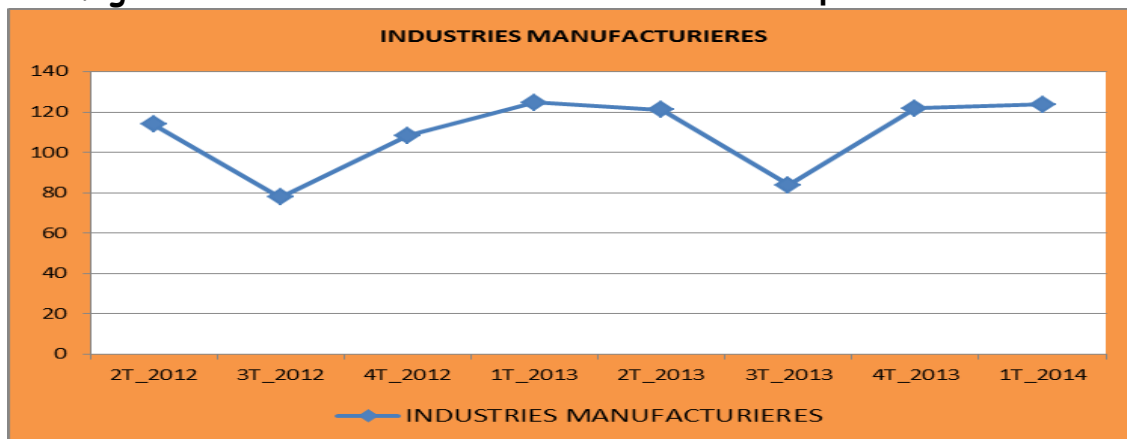
INSEED, Août 2014

...une hausse dans l'industrie agro-alimentaire de 454,5%.

L'industrie agro-alimentaire est en hausse de 33,7% en glissement trimestriel cependant, on note une baisse de 7,4% en glissement annuel. En matière d'investissements, la mise en route de la nouvelle station de traitement des eaux usées ainsi que

l'optimisation de la production par l'acquisition de 4 fermenteurs appelés TOD (Tank Out Door) et d'une soutireuse neuve seraient prévues et pourraient booster la production avenir.

Figure8: Evolution de l'indice de fabrication des produits alimentaires



Source : INSEED, Août 2014

En perspective, une nette amélioration est attendue dans le secteur des industries alimentaires au premier trimestre 2014 compte tenu de la robustesse de la demande et des investissements prévus dans certaines unités.

L'industrie sucrière devrait connaître des difficultés en raison des problèmes de commercialisation observés ces derniers temps liés à la libéralisation du marché et au développement de la fraude causant une accumulation de stocks dans les entrepôts.

Pour le coton, la production prévisionnelle réactualisée serait à 84 000 tonnes de coton graine et à 34 138 tonnes de fibre dont 33 455 tonnes exportables;

Pour ce qui de l'énergie, la production devrait augmenter au premier trimestre 2014, grâce à la fourniture régulière de la centrale par l'énergie provenant de Djermaya ainsi que l'arrivée sur le marché de deux opérateurs privés à savoir la société Ecossaise Aggreko, le leader mondial dans la production temporaire d'énergie électrique et dans le contrôle de la température et la société chinoise VPWOR.

IV. LE SECTEUR PETROLIER

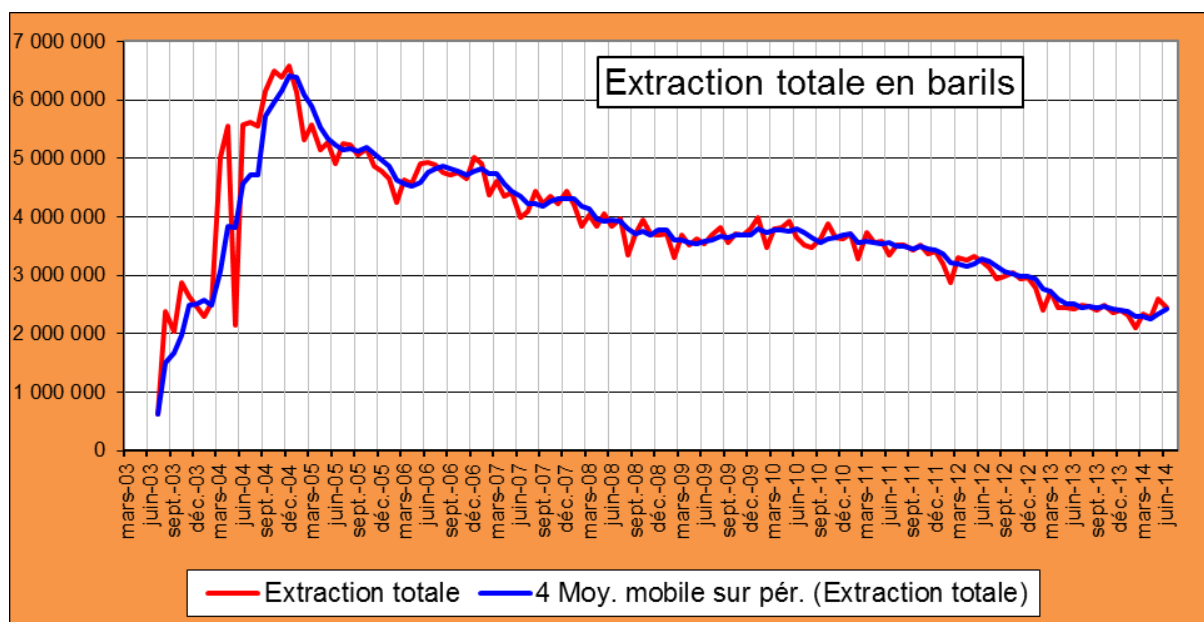
IV.1 La Production pétrolière

Baisse persistante de la production

Au premier trimestre 2014, la production pétrolière continue de baisser (-15%) en glissement annuel par rapport au premier trimestre 2013 et devrait poursuivre, en cause la baisse des rendements du

fait du vieillissement des puits. Cependant cette baisse est compensée par la production de la CNPC sur le champ de rôniers depuis deux ans.

Figure 8: Evolution de la production pétrolière



Source : Ministère du pétrole

La production devrait rester stable au deuxième trimestre 2014 en liaison avec la poursuite des investissements réalisés par le Consortium pour maintenir son niveau. Les travaux de recherche et d'exploration entrepris par les

sociétés pétrolières chinoises et canadiennes dans les zones de la Nya, Bongor et du Salamat devrait s'intensifier.

V-LES FINANCES PUBLIQUES

V.1. Evolution des recettes et dépenses budgétaires

Bonne tenue des recettes

Pour les trois premiers mois de l'année 2014, l'exécution du budget de l'Etat a dégagé un déficit, base caisse, en dégradation. Ce déficit a atteint 111,8 milliards de FCFA, après celui de 24 milliards de FCFA relevé à fin mars 2013.

Les recettes budgétaires à fin mars 2014, se sont établies à 222,8 milliards contre 206,4 milliards à la même période de l'année précédente soit une progression de 8%. La progression des recettes budgétaires à fin mars 2014 est le résultat de l'accroissement des recettes pétrolières que non pétrolières. En effet, les recettes pétrolières s'élevant à 140 milliards de FCFA à fin mars 2014 contre 133,2 milliards de FCFA douze mois plus tôt, sont en progression de 5,1% en glissement annuel. Les recettes non pétrolières quant à elles sont en progression de 13,1% sur la période.

Quant aux dépenses totales, on note une progression remarquable de 62,7% pour se situer à 287,5 milliards de FCFA à fin mars 2014,

soit un taux d'exécution de 18,6 % par rapport au montant prévu dans la Loi de Finances Initiale 2014. Cette hausse reflétant aussi bien l'évolution des dépenses courantes que celle des dépenses d'investissement. Ainsi, les dépenses de fonctionnement ont atteint 207 milliards de FCFA à fin mars 2014 contre 145,7 milliards de FCFA un an auparavant.

Les dépenses en capital sont passées de 31 milliards de FCFA de fin mars 2013 à 80,5 milliards de FCFA à fin mars 2014.

Tenant compte des charges à imputer et le règlement des arriérés, les dépenses, base caisse, sont revenues de 381 milliards de FCFA à 357 milliards FCFA à fin mars 2014, en diminution de 6,3% comparativement à fin mars 2013.

En définitif, le déficit s'est aggravé, passant de 24 milliards de FCFA à fin mars 2013 à 111,8 milliards de FCFA.

**Tableau 01 : Balance consolidée du Trésor
(Au 31 mars)**

Rubriques	Prévisions		Réalizations		Taux d'exécution	Variation en %
	annuelles		En millions de FCFA			
	2013	2014	Mars 2013	Mars 2014	2014	mars-13 mars-14
(1) RECETTES BUDGETAIRES	1 382 854	1 454 311	206 437	222 775	15,3	7,9
Variation		5,2		7,9		
- Recettes totales	1 372 854	1 444 311	206 437	222 775	15,4	7,9
Recettes pétrolières	900 013	946 160	133 270	140 011	14,8	5,1
dont impôts/bénéfices sociétés pétrolières	640 013	602 500	91 556	97 954	16,3	7,0
dont redevances pétrolières	260 000	343 660	41 714	42 057	12,2	0,8
Recettes non pétrolières	472 841	498 151	73 167	82 764	16,6	13,1
* Recettes non fiscales	57 111	30 860	2 443	3 200	10,4	31,0
Recettes en capital	10 000	10 000	0	0		
TOTAL BASE EMISSION			360 534	238 978		-33,7
- Variation des créances			-3 558	6 109		-271,7
TOTAL BASE ENCAISSEMENT			356 976	245 087		-31,3
(2) DEPENSES TOALES	1 548 687	1 545 530	176 656	287 478	18,6	62,7
- Dépenses courantes	813 800	851 531	145 670	206 950	24,3	42,1
- Dépenses en capital	734 887	693 999	30 986	80 528	11,6	159,9
TOTAL BASE ENGAGEMENT			176 656	287 478		62,7
- Solde base engagement			180 320	-42 391		-123,5
- Variation des arriérés			165 888	-10 498		-106,3
TOTAL BASE DECAISSEMENT			380 960	356 926		-6,3
- Solde base caisse			-23 984	-111 839		366,3
(3) FINANCEMENT			23 984	111 839		366,3
- Extérieur			-624	-1 234		97,8
- Intérieur			24 608	113 073		359,5

Source : Direction du Trésor

V.2 Situation de la dette publique extérieure

A fin mars 2014, la situation de la dette extérieure du Tchad est caractérisée par une baisse de l'encours de 1,6%, s'établissant à 953,3 milliards de FCFA contre 968,3 milliards de FCFA douze mois plus tôt. Il est constitué à 71,1 % de la dette multilatérale (677,8 milliards de FCFA), le reste représentant les crédits bilatéraux et les dettes à vue. Cette baisse de l'encours s'expliquerait principalement par la dépréciation du cours des autres devises par rapport à l'euro.

S'agissant des remboursements, on note une progression de 6,7% atteignant 11,2 milliards de FCFA à fin mars 2014 contre 10,5 milliards de FCFA un an plus tôt.

Par ailleurs, en dépit des difficultés de mobilisation des financements extérieurs et des lenteurs administratives constatées dans le traitement des dossiers, les tirages ont augmenté de 5,7 %, pour s'établir à 971 millions de FCFA à fin mars 2014.

Enfin, aucun arriéré n'a été période.
enregistré au terme de cette

Tableau2 : Evolution de la dette publique extérieure (au 31 mars)
(En millions de FCFA)

	ENCOURS		TIRAGES		REMBOURSEMENTS	
	2013	2014	2013	2014	2013	2014
* Crédits multilatéraux	704748	677812	919	971	7716	8015
* Crédits bilatéraux	261654	273858			2829	3239
* Dettes à vue	1928	1647	0		0	0
TOTAL	968 330	953 317	919	971	10 545	11 254

Source : Direction de la dette

VI - LA MONNAIE

VI.1 La situation monétaire

Croissance des principaux agrégats

L'examen des agrégats monétaires du Tchad à fin mars 2014 comparativement à ceux de la même période de l'année précédente, font état d'une baisse 20,5% des avoirs extérieurs nets et d'une hausse

significative du crédit intérieur (+62%) induite tant par une forte expansion des créances nettes sur l'Etat ainsi que des crédits à l'économie. En parallèle, la masse monétaire a progressé de 12,2%.

Tableau1: Evolution de la situation monétaire.

	2011	2012	2013	2014				
	Mars	Mars	Mars	Janv.	Février	Mars	mars-14	mars-14
	1	2	3	4	5	6	mars-13	févr-14
1. AVOIRS EXTERIEURS NETS	348 354	416 850	500 938	477 298	400 120	398 148	- 20,5	- 0,5
* BEAC	335 238	388 010	477 707	470 951	389 992	387 017	- 19,0	- 0,8
* BCM (1)	13 116	28 840	23 231	6 347	10 128	11 131	- 52,1	9,9
2. CREDIT INTERIEUR	297 227	264 848	333 337	486 781	530 508	539 915	62,0	1,8
* Créances nettes sur l'Etat	34 971	- 57 745	- 78 520	13 069	55 220	44 424	156,6	- 19,6
* Crédits à l'économie	262 256	322 593	411 857	473 712	475 288	495 491	20,3	4,3
3. MASSE MONETAIRE	600 369	631 507	777 910	913 546	874 111	872 861	12,2	- 0,1
4. AUTRES RESSOURCES	46 212	50 191	56 365	50 533	56 517	65 202	15,7	15,4
Total : Ressources= Emplois	645 581	681 698	834 275	964 079	930 628	938 063	12,4	0,8

Source : BEAC

Conclusion analytique

Globalement, la situation conjoncturelle reste favorable en raison de la disponibilité sur les marchés des produits des nouvelles récoltes de la campagne 2013/2014 qui ont induit positivement sur le niveau des prix. La production pétrolière poursuivra sa tendance baissière malgré les investissements consentis par le Consortium. Les cours du pétrole ont observé un repli pendant ce trimestre et devrait rester stable au deuxième trimestre 2014. En revanche, ceux du coton ont connu un bond en glissement annuel

La baisse du cours de pétrole pourrait impacter négativement les recettes budgétaires pour l'année 2014.

Ont participé à la confection de cette note de conjoncture

Coordination des travaux :

- **OUSMAN ABDOULAYE HAGGAR**, Directeur Général de l'INSEED ;
- **YOUSOUF AWARE NEISSA**, chef de Département des Synthèses et Statistiques Economiques ;

Rédaction :

- **AHMAT SOULEYMANE HACHIM**, Chef de Service de la Conjoncture et des Prévisions Macroéconomiques ;
- **FANGAMLA MARANDI**, Responsable de la Conjoncture

Collecte et Traitement des données

- **FANGAMLA MARANDI**, Responsable de la Conjoncture

Toutes les correspondances concernant la note trimestrielle de conjoncture sont à adresser à :

**Monsieur le Directeur Général de l'Institut National de la Statistique,
des Etudes Economiques et Démographiques,
B.P. 453, N'Djaména – TCHAD.
Tél. (235) 2 52 31 64 Fax : (235) 2 52 66 13
Email : inseed@intnet.td
Site Internet : www.inseed-tchad.org**